Revivez #LaREF22 - "Parlons cash ! - L’inflation va-t-elle enterrer l’objectif de plein-emploi ?"

Publié le 14 septembre 2022

Avec Alexandre Bompard, Olivier Dussopt, Valérie Rabault, Frédéric Souillot, Nicolas Théry et animé par Dominique Seux.

Verbatim

Alexandre Bompard : "*On connaît les causes de l'inflation : la création monétaire post 2020, la reprise conjointe de toutes les économies post-covid et enfin la guerre en Ukraine.*"

"*L'inflation n'est pas transitoire, elle est là pour durer.*"

Frédéric Souillot : "*Plus l'inflation est élevée, moins on arrive à remplir son frigo.*"

"*Le vrai pouvoir d'achat, c'est sur la fiche de paie.*"

Valérie Rabault : "*Oui, l'inflation va durer. Les Etats-Unis ont augmenté trois fois leur taux directeur, ce qui prouve qu'ils pensent que l'inflation est là.*"

"*Qui plus est, la Chine a mis fin à la déflation salariale.*"

Olivier Dussopt : "*L'inflation va durer certes, mais à un niveau inférieur au niveau actuel.*"

"*L'inflation aujourd'hui s'autoalimente, donc elle a une volonté à durer.*"

"*Nous ne souhaitons pas une politique de revalorisation générale des salaires, mais nous voulons des salaires qui augmentent d'ici la fin de l'année pour les entreprises qui le peuvent.*"

"*L'inflation est moins forte en France qu'ailleurs en Europe grâce aux mesures que nous avons prises.*"

Valérie Rabault : "*La priorité, c'est la fin du couplage des prix de l'électricité et du gaz.*"

"*La France est l'un des pays de l'OCDE qui a le moins augmenté le salaire minimum ces dernières années, ce qui casse la dynamique de productivité.*"

Frédéric Souillot : "*Redonnons la place qui est la sienne à la négociation collective, l'Etat ne peut tout décider pour les entreprises et les salariés. Négocions sur les salaires !*"

"*On ne peut pas construire sa vie avec un salaire minimum permanent.*"

Alexandre Bompard : "*Depuis deux ans, le gouvernement a été là de manière exceptionnelle.*"

"*Depuis quelques mois, le bouclier au pouvoir d'achat vient en soutien à la consommation des plus démunis, nous devons le reconnaître.*"

"*Dans la grande distribution aussi nous sommes en soutien du pouvoir d'achat.*"

Nicolas Théry : "*Le mot clé, c'est un New Deal de solidarité. Premier volet, politique salariale, deuxième volet, le ciblage, car certains souffrent plus que d'autres, troisième volet, la dynamique de crédit.*"

Olivier Dussopt : "*Oui, il est compatible de mener une politique de maîtrise de l'inflation et de recherche du plein emploi.*"

"*Les enjeux partagés pour le plein emploi, c'est l'emploi des seniors et la question des conditions de travail.*"

"*Des règles incitatives à la reprise d'un emploi doivent être mises en place.*"

Frédéric Souillot : "*Etre au chômage ou au RSA, ce n'est pas un choix !*"

"*Bien sûr qu'on va rentrer dans la négociation de la nouvelle assurance chômage.*"

Valérie Rabault : "*La question des compétences, c'est le levier de notre croissance, et les compétences, cela passe aussi par les maths.*"

Alexandre Bompard : "*On ne doit pas montrer des signes d'impréparation, on doit montrer qu'on sait faire.*"

Frédéric Souillot : "*Pas d'économie durable sans emploi durable et bien rémunéré.*"

Nicolas Théry : "*Cohérence et solidarité.*"

Valérie Rabault : "*On a un monde à réinventer.*"

Olivier Dussopt : "*L'objectif du plein emploi passe aussi par la capacité des entreprises et des organisations syndicales à se saisir du sujet.*"

Pour aller plus loin

Pendant près de 30 ans, elle avait disparu, mais depuis quelques mois, l'inflation est revenue par surprise aux Etats-Unis, dans la zone euro et un peu partout dans le monde, avec des hausses de prix dans tous les secteurs. La flambée des prix de l'énergie et la reprise économique post-Covid sont en grande partie responsables de ce dérapage inflationniste. La guerre en Ukraine, les conséquences des sanctions occidentales, les menaces russes sur le gaz et le blé sont elles aussi venues rebattre les cartes. En raison de ce retour de l'inflation, « *cauchemar du consommateur* », la question du pouvoir d'achat se pose avec de plus en plus d'acuité et devient aujourd'hui la préoccupation principale des Français et des Européens d'autant que la croissance marque le pas dans la zone euro comme aux États-Unis. Pour le premier trimestre de 2022 le PIB a ainsi chuté de 0,4 % outre-Atlantique tandis que la France enregistre une croissance nulle sur cette même période. La presse économique va jusqu'à présenter cette double évolution défavorable de la croissance et de l'inflation, comme une situation de « *stagflation* ».

Mais comment en est-on arrivé là ?

Alors qu'en 2020, les prix s'étaient contractés sous l'effet des restrictions dues à la pandémie, les gigantesques plans de relance mis ensuite en place, ainsi que la politique monétaire des banques centrales, ont contribué à les faire remonter. L'épargne accumulée pendant la crise a elle aussi généré de l'inflation, en contribuant à une forte hausse de la demande, alors que les chaînes d'approvisionnement, mises à mal par la crise, peinaient à redémarrer,

entraînant des baisses de production et des pénuries de matières premières et de biens manufacturés. La hausse des prix de l'énergie, accentuée par la crise ukrainienne est venue compléter le tout.

En France, le taux d'inflation dépasse désormais les 6 %, un chiffre certes plus bas que partout ailleurs dans la zone euro, mais qui pèse lourdement sur les ménages et menace notre contrat social. « *J'ose espérer que les chaînes de valeur se remettront en ordre dans le courant 2023* », a toutefois récemment déclaré Bruno Le Maire, qui anticipe un retour de l'inflation « *à un niveau raisonnable* » dès l'année prochaine. Espérons que l'avenir lui donne raison !

Mais en attendant, l'inflation menace d'aggraver les inégalités et d'entraîner de fortes tensions sur les salaires, avec le risque d'enclencher une nouvelle spirale inflationniste. Un phénomène encore aggravé par les importantes pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs d'activité. Le plein-emploi semble en effet de retour dans de nombreux pays avec en corollaire de fortes demandes de revalorisation salariale.

Les occidentaux sont quelque peu déboussolés par ce phénomène, car une bonne partie de la population n'a jamais connu l'inflation et peine à la comprendre. Qui plus est, Les hausses de prix pénalisent toujours les plus pauvres et, pour Jérôme Fourquet de l'Ifop, « *les conséquences sociales du retour de l'inflation seront potentiellement explosives. Car avant le choc des prix de l'énergie, une grande partie de la société se sentait déjà exclue, n'ayant pas les moyens d'acquérir le panier de biens considéré comme nécessaire (avec la téléphonie et l'informatique) pour accéder à un niveau de vie décent* ».

Partout dans le monde, les dirigeants ont enfin pris la mesure du danger que représente une inflation non maîtrisée. Mais que peuvent faire les banques centrales pour tenter de juguler le phénomène ? Si la hausse des prix s'avère durable, elles n'auront d'autre choix que d'augmenter les taux d'intérêt et de limiter l'injection de liquidités dans l'économie. Ce qu'elles ont d'ailleurs commencé à faire. Mais un relèvement trop rapide des taux d’intérêt pourrait à son tour porter atteinte à la croissance et conduire à une baisse de l’investissement des entreprises et des ménages. Qui plus est, cela ne ferait qu'alourdir la charge de la dette. Quadrature du cercle !

Enfin, cerise sur le gâteau, les enjeux climatiques auxquels nos économies doivent faire face impliquent eux aussi des conséquences sur l'inflation, du moins à court terme, car la mise en place de solutions pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 nécessite des investissements lourds. Selon l’Agence internationale de l’énergie, 4 000 milliards de dollars d’investissement par an seraient en effet nécessaires au niveau mondial entre 2026 et 2030 pour atteindre la neutralité carbone d’ici à 2050, soit près du double des engagements actuels. Le coût de ces investissements sera nécessairement répercuté sur les prix.

Quoi qu'il en soit, l’inflation nous oblige à revoir nos façons de vivre et de consommer. Elle nous impose des choix écologiques, que l’on différait pour ne pas avoir à les affronter frontalement. Croissance faible, inflation et plein emploi, est-ce le nouveau paradigme avec lequel nous allons vivre ?